

YÉMEN

L'Algérie salue l'accord de trêve

P 16

**SANCTIONS
OCCIDENTALES CONTRE
LA RUSSIE**

**L'UA appelle
à exclure
le secteur
alimentaire**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 3 - samedi 4 juin 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5555 - 19^e année

**REÇU JEUDI
AU PALAIS
D'EL-MOURADIA**



**Le FFS favorable
à l'initiative de
rassemblement**

P 3

JM ORAN 2022

**LE PRÉSIDENT DONNE
LES ULTIMES INSTRUCTIONS**

« Veillez au grain »

LIRE EN PAGE 3



Phs : DR

ENVIRONNEMENT



**Benabderrahmane
plaide la cause
de l'Algérie
à Stockholm**

P 4

**L'ACTION PUBLIQUE
MISE EN BRANLE**



**Les fraudeurs
au Bac et au Bem
avertis**

P 4

LES COURSES EN DIRECT

**HIPPODROME
ABDELMADJID AOUCICHE
- ALGER, CET APRÈS-MIDI
À 16H00**

**Un quinté
superbement
conçu**

P 14



ÉLIMINATOIRES CAN-2023/CE SOIR (20H00) : ALGÉRIE-UGANDA

Les Verts pour un nouveau départ

P 7

FACE À LA CRISE ALIMENTAIRE ENGENDRÉE PAR LA GUERRE EN UKRAINE

L'UA appelle l'Occident à «exclure le secteur alimentaire des sanctions» contre la Russie

Le président sénégalais Macky Sall, qui assure la présidence de l'Union africaine (UA), a été reçu hier, par le locataire du Kremlin, le président russe, Vladimir Poutine, à Sochi pour évoquer un renforcement de la coopération économique, sur fond de la crise alimentaire mondiale aux conséquences gravissimes sur notre continent.

Lors de sa rencontre avec le chef d'État russe, le dirigeant africain Macky Sall a d'abord «salué le rôle de la Russie pour l'indépendance des pays africains», estimant que «ce rôle ne [pouvait] pas être oublié». Indiquant que «nous venons avec beaucoup d'espoir et nous souhaitons bien sûr non seulement renforcer les relations de coopération bilatérale entre la Russie et l'Afrique» il déclare que son déplacement en Russie est «aussi pour parler de la crise alimentaire et de ses conséquences sur nos pays», a-t-il ajouté. Macky Sall a aussi abordé le vote à l'Assemblée générale de l'ONU début mars, il affirme que «malgré d'énormes pressions» sans citer les pays occidentaux en guerre, par procuration, en Ukraine contre la Russie, il a souligné que «la majorité des pays africains ont évité de condamner la Russie».

Alertant sur les sanctions économiques des occidentaux contre Moscou, en raison de la guerre en Ukraine, le président sénégalais a affirmé que ses sanctions créent «une sérieuse menace sur la sécurité alimentaire du continent», lequel souffrant déjà d'une crise alimentaire, en raison de la pauvreté, la sécheresse, la désertification. Le président sénégalais a dans ses déclarations, invité son homologue russe Vladimir Poutine à «prendre conscience» que les pays africains, «même s'ils sont éloignés du théâtre [des hostilités]», étaient «des victimes de cette



Ph: DR

crise [sur] le plan économique». Soulignant plus loin que les sanctions occidentales contre la Russie avaient «entraîné plus de gravité puisque nous n'avons plus accès aux céréales venant de Russie [et] aux engrais [...]» situation difficile qui crée, a-t-il poursuivi «une sérieuse menace sur la sécurité alimentaire du continent», appelant également à ce que le secteur alimentaire soit «hors des sanctions» imposées par les Occidentaux. La visite du responsable africain s'inscrit, faut-il le noter, dans le cadre des efforts que mène l'Union africaine, dont son président en exercice, Macky Sall pour contribuer à l'accalmie dans le conflit en Ukraine, et à la libération des stocks de céréales et de fertilisants «dont le blocage affecte particulièrement les pays africains», avaient au préalable précisé les services de la présidence sénégalaise, à l'occasion du déplacement de Macky Sall à Moscou, accompagné du président de la Commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki Mahamat. De son côté, dans un communiqué, le Kremlin a fait savoir que la discussion entre les deux présidents, Vladimir Poutine et Macky Sall ont porté sur «l'engagement de la Russie

auprès de l'Union africaine», notamment poursuit la même source, sur «l'élargissement du dialogue politique et de la coopération économique et humanitaire» entre la Russie et l'UA, ainsi qu'un «échange de point de vue sur l'agenda international actuel» est-il précisé. Il est à rappeler que le cours du blé est repassé, pour la première fois en trois semaines, sous la barre de 400 euros la tonne sur Euronext le 31 mai dernier. Le président russe, qui son pays et l'Ukraine sont les plus grands exportateurs de blé dans le monde, filière touchée fortement par les sanctions occidentales contre Moscou et la guerre en Ukraine, s'est dit «prêt à travailler avec la Turquie à la libre circulation des marchandises en mer Noire», y compris «des céréales provenant des ports ukrainiens». Sur le blocage de l'exportation de tonnes de blé ukrainiens des ports en question Moscou a affirmé qu'«il n'est pas de son fait mais qu'il est le résultat du minage des ports ukrainiens par Kiev» et que «Le Kremlin «a réclamé leur déminage pour éviter une crise alimentaire mondiale», une demande qualifiée de «chantage» par l'Ukraine.

K. B.

LE FRONT POLISARIO SE SOUVIENT DE MOHAMED ABDELAZIZ

«Grand leader sahraoui de la lignée des héros»

L'ancien président sahraoui, feu Mohamed Abdelaziz, «était un grand leader panafricain convaincu, appartenant à la lignée des héros», a souligné le membre du Secrétariat national du Front Polisario, Mohamed Sidati, dans un vibrant hommage rendu à l'icône de la lutte armée sahraoui, à l'occasion du 66^e anniversaire de sa disparition.

Il «était un panafricain convaincu, appartenant à la lignée des héros comme Amilcar Cabral et le leader Agostino Neto», a écrit le représentant du Front Polisario en France, Mohamed Sidati. «Mohamed Abdelaziz, qui fut un homme exceptionnel, un combattant hors-pair, un révolutionnaire d'une foi inébranlable, a su nouer des liens de profonde amitié et de solidarité avec les dirigeants des mouvements de libération du sud du continent, tel Oliver Tambo pour l'ANC sud-africain et Sam Nujoma pour la SWAPO namibienne», a-t-il témoigné.

Illustrant davantage ses propos sur la foi panafricaine du défunt, le responsable sahraoui a indiqué que «le Front Polisario, sous l'autorité de Mohamed Abdelaziz, a décidé de mettre symboliquement à disposition de l'ANC (Congrès national africain) et de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) un grand lot d'armement fabriqué par le régime de l'apartheid sud-africain, récupéré des mains de l'armée d'invasion marocaine qui l'utilisait contre le peuple sahraoui».

«Le défunt a effectué également des visites de travail régulières qui lui ont permis de tisser des liens solides avec les dirigeants comme Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, José Eduardo Dos Santos, Samora Machel et Thomas Sankara», se rappelle Sidati, soulignant que Mohamed Abdelaziz était aussi un grand partisan de l'Union maghrébine.

«Sur les pas de son grand compagnon El-Ouali Mustapha Sayed, Mohamed Abdelaziz

croyait fermement au Maghreb des peuples. Il a oeuvré sans relâche au rapprochement de la RASD (République arabe sahraoui démocratique) avec ses voisins», a-t-il noté, regrettant, toutefois, le comportement du Maroc qui, «à travers son expansionnisme, a contrarié ce grand projet maghrébin».

Il fait observer, à ce titre, que malgré les contingences du moment, «Mohamed Abdelaziz a continué d'y croire. Sa foi dans l'unité de l'Afrique et la libération de ses peuples est demeurée inébranlable».

Pour preuve, argue Sidati, «le défunt fut l'un des premiers signataires de l'Acte constitutif de l'Union africaine, aboutissement d'un long chemin de réflexion et d'action pour soutenir la dynamique du continent et développer son avenir».

«La démarche du défunt découle de sa forte conviction que la première des libertés des peuples d'Afrique est celle de se battre, que le colonialisme et le

néo-colonialisme sont une menace existentielle permanente pour nos pays, et que l'occupation illégale du Sahara occidental est paradigmatique à cet égard», explique-t-il.

Rappelant, enfin, que l'engagement et la foi panafricaine de Mohamed Abdelaziz en faveur de la libération des peuples africains ont été salués par beaucoup de dirigeants et symboles de lutte africaine de leur vivant, à l'instar de Nelson Mandela, Sidati a indiqué que le grand hommage que le continent africain a rendu au défunt a eu lieu en 1988, quand «ses paires africains l'ont désigné pour prononcer le discours de clôture de la commémoration du 25^e anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA)». «Il a alors livré un mémorable plaidoyer pour la libération de l'Afrique, pour l'émancipation de ses peuples, et pour l'unité qu'ils ont forgée dans la lutte», s'est-il souvenu.

APS

TRANSFÉRÉE POUR DES SOINS À LA SUITE DES VIOLENCES ET TORTURES QUE LUI ONT FAIT SUBIR LES FORCES DU MAKHZEN

Sultana Khaya accueillie en héroïne à Las Palmas

L'icône de la résistance sahraouie, Sultana Sayed Ibrahim Khaya, et la délégation américaine qui l'accompagne, ont eu droit à un accueil chaleureux à leur arrivée mercredi soir à l'aéroport de Las Palmas en Espagne, où l'activiste sahraouie recevra des soins après la détérioration de son état de santé, à la suite des actes de violence et de torture menés contre elle par l'occupant marocain. Des dizaines de membres de la communauté sahraouie en Espagne et des citoyens espagnols et des membres du mouvement canarien de solidarité avec le peuple sahraoui ont afflué à l'aéroport de Las Palmas, portant des fleurs, pour exprimer leur solidarité avec Sultana Khaya, qui portait le drapeau national sahraoui, et également leur soutien au droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance, scandant des slogans tels que «Aucune alternative à l'indépendance». Un accueil populaire, marquant la solidarité non seulement des canariens mais de la majorité de l'opinion espagnole, qui se voulait aussi l'expression du refus et de condamnation de la position du ministre espagnol, Pedro Sanchez qui s'est aligné sur la posture de l'occupant marocain, pour le règlement en violation du droit international, du conflit qu'il l'oppose au Front Polisario, sur le Sahara occidental, dernière question de décolonisation en Afrique, inscrite sur l'agenda de l'ONU et de l'UA. L'arrivée à l'aéroport de Las Palmas de Sultana Khaya a bénéficié d'une grande couverture médiatique espagnole, ce qui dénote de l'importance qu'accorde le peuple espagnol à la cause sahraouie. Sultana Khaya a dénoncé dans des déclarations à des médias espagnols le revirement de position du chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez à l'égard de la question sahraouie: «Au nom du peuple sahraoui, je voudrais dire à Sanchez (qui a soutenu le plan marocain) que le peuple sahraoui doit décider de son propre destin». Pour rappel, Sultana Khaya et sa famille sont assiégées par les forces marocaines dans leur maison à Boujdour occupée depuis novembre 2020. La militante sahraouie a été plusieurs fois victime de viols et de tentatives de liquidation. Début mai, un gros camion avait percuté la maison de Sultana Khaya à une heure très tardive. La présidente de la Ligue pour la défense des droits humains et la protection des ressources naturelles au Sahara occidental avait annoncé mercredi qu'elle allait se rendre à l'étranger pour des soins, soulignant que son séjour médical lui permettra de poursuivre sa lutte contre l'occupant marocain qui a intensifié les violations des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé. Dans un communiqué, Sultana Khaya a expliqué à l'opinion publique sahraouie et internationale que l'accord pour effectuer ce voyage médical a été donné suite à la demande insistante d'un groupe de militants sahraouis et américains soutenant la cause sahraouie, dont le Dr Tim Pluta».

R. I.

JM ORAN
2022

LE PRÉSIDENT DONNE LES ULTIMES INSTRUCTIONS

«**Veillez au grain**»

« On ne joue pas avec l'image de marque de l'Algérie », semblait dire, tout récemment, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion d'une réunion avec les responsables chargés des préparatifs des Jeux méditerranéens 2022 à Oran.



Ph : DR

À quelque 20 jours de ces Joutes de prestige pour le pays, aucune erreur n'est donc permise. Aujourd'hui, toute l'Algérie tourne le regard vers les Joutes d'Oran. Dès lors, il en faudra investir à fond pour réussir au mieux sur les volets organisation et participation.

Dans le contexte actuel des choses, même lorsque les conditions d'organisation sont parfaites, des campagnes hostiles de l'ennemi trouveront toujours quoi dire. Quitte à chercher une aiguille dans une botte de foin, s'en remémorer la récente sortie lunaïque de la France et de l'Espagne qui ont boudé la compétition d'équitation. Autant dire que c'est une bonne leçon à tirer ! En effet, nous apprend un communiqué des services de presse du palais d'El-Mouradia, le président de

la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi à Alger, une réunion consacrée aux préparatifs des JM Oran-2022. Lors de cette réunion, le président Tebboune « a écouté des exposés des différents secteurs concernés par l'organisation de cette manifestation sportive d'envergure internationale prévue à Oran du 25 juin au 6 juillet », indique la même source, précisant que le chef de l'État « a donné, lors de cette réunion, des instructions et orientations aux différents responsables pour assurer le succès de cette manifestation sportive internationale, et la hisser à la hauteur de l'image et de la renommée de l'Algérie ».

De par un événement sportif de dimension internationale, la tradition voudra que ce

soit le président de la République lui-même qui s'enquière des préparatifs. Il n'y a qu'à s'en rappeler les comptes rendus issus des réunions du Conseil des ministres et d'autres consacrées spécialement au rendez-vous d'Oran, pour s'en convaincre de l'intérêt capital accordé par le chef de l'État à ce dossier. Outre les rapports dont il se saisit, à chaque fois que besoin est, pour savoir où en étaient les préparatifs, de la part aussi bien du MJS, Abderezzak Sebgag, que du commissaire aux JM-Oran, Mohammed Aziz Derouaz, le président de la République est resté au plus près de l'évolution du dossier.

« Faites honneur à l'Algérie », avait-il instruit, avril dernier, lors d'une réunion regroupant tous les respon-

sables ministériels impliqués dans les préparatifs de ces Joutes. Auparavant, soit début du mois de février, Aziz Derouaz a été convoqué au palais d'El-Mouradia pour présenter le topo des préparatifs. Il était alors question pour le Président, dans un contexte marqué par une montée des voix hostiles à tout ce qui se rapporte aux rendez-vous internationaux que s'attelait à organiser l'Algérie, d'avoir le cœur net auprès du commissaire aux JM-Oran pour s'être sûr qu'on est dans la bonne voie. En tout état de cause, la balle est désormais dans le camp des organisateurs, toutes missions confondues, qui, image de prestige de l'Algérie oblige, ont la responsabilité d'honorer le pays.

Farid Guellil

ÉDIFICATION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE
Nos ressortissants en Suède prêts à l'action

Des membres de la communauté nationale, établie en Suède, se sont dits résolument engagés à contribuer au processus de développement national au sein de l'Algérie nouvelle, exprimant leur reconnaissance aux Hautes autorités du pays qui accordent un intérêt soutenu à la prise en charge des Algériens établis à l'étranger. Pour sa part, le Premier Conseiller chargé des affaires consulaires à l'Ambassade d'Algérie en Suède, Soualmi Khelifa a mis l'accent sur l'intérêt particulier qu'accordent les autorités algériennes à la prise en charge des ressortissants algériens, ainsi que l'intérêt qu'accorde la communauté nationale établie en Suède aux activités organisées par l'ambassade pour encourager le mouvement associatif. Une feuille de route a été élaborée pour répondre aux préoccupations de la communauté et œuvrer à atteindre les objectifs fixés, a-t-il précisé, ajoutant que des réunions régulières d'évaluation seront tenues pour constater le progrès accompli dans la réalisation des projets prévus.

S. O.

LE PRÉSIDENT SECOUE LA DIRECTION DE L'ENTMV
« On ne joue pas avec les intérêts du pays »

Le ministre des Transports, Abdelilah Moundji, a mis fin, jeudi, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux fonctions du président directeur général de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), Kamel Issad et de son Chef d'escala à Alger, Kamel Eddalia, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. « Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Transports, Abdelilah Moundji a mis fin, ce jour, aux fonctions du Président directeur général de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs, Kamel Issad et de son Chef d'escala à Alger, Kamel Eddalia pour leur attitude attentatoire à l'image de l'Algérie et préjudiciable aux intérêts des citoyens », lit-on dans le communiqué. Il est à noter que ce limogeage intervient après la grogne de la communauté algérienne installée en France en raison de dysfonctionnements dans la vente de billets d'Algérie ferries. En effet, depuis l'ouverture des réservations de billets, des centaines de personnes campent quotidiennement devant l'agence Algérie Ferries à Paris, afin de pouvoir rentrer au pays cet été. Depuis la levée des restrictions de voyage entre l'Algérie et la France, mises en place à cause la pandémie de Covid-19, des centaines de personnes se sont mises en quête d'un billet pour venir passer des vacances ou visiter leurs familles. En vain. Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes se sont plaints du fonctionnement de la plateforme de réservation d'Algérie Ferries et de ne pas réussir à acheter de billets pour une traversée durant l'été, assurant que toutes les dessertes sont complètes jusqu'au mois de septembre.

Ania Nch

CONCERTATION ET DIALOGUE POLITIQUES

Le FFS « favorable » à la démarche du Président

Le Front des forces socialistes a pris part, ce jeudi, aux consultations engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec la classe politique dans le cadre de son initiative de « rassemblement » consistant en une main tendue aux forces patriotiques de la Nation.

En effet, à l'issue de leur rencontre avec le président Tebboune, les membres de l'instance présidentielle du FFS ont rendu publique une déclaration lue par le Premier secrétaire du parti, Youcef Aouchiche, à la Présidence. « En répondant favorablement à l'invitation du président de la République, le FFS démontre qu'il reste fidèle à ses principes fondamentaux liés au dialogue constructif et l'opposition responsable » a-t-il précisé. Il a indiqué, ensuite, que lors de l'audience, trois préoccupations ont été exposées. « Nous avons requis du président de la République plus de détails sur sa volonté politique inhérente au dialogue qu'il préconise pour consolider le front interne. Nous sommes convaincus que toute démarche de cet ordre doit être accompagnée d'une ouverture démocratique réelle permettant à toutes les forces actives (partis politiques, syndicats, associations, et médias) d'activer en toute liberté ».

Youcef Aouchiche a dit que la délégation a rappelé au Président les initiatives

et les propositions du parti en rapport avec un dialogue inclusif, ayant pour objectif de trouver des solutions consensuelles à la crise multidimensionnelle. « Nous avons réitéré notre attachement au caractère social de l'Etat, exprimant notre inquiétude sur la réforme des dispositifs de subventions au moment où le peuple est confronté à l'inflation et l'érosion de son pouvoir d'achat sans précédent. Nous avons demandé la mise en place de mesures sociales et économiques urgentes, à même de préserver la dignité du citoyen » a-t-il affirmé, avant d'enchaîner sur le troisième point abordé. Il s'agit des « préalables » au dialogue, dont le parti témoigne avoir demandé « la libération immédiate et inconditionnelle des détenus politiques et d'opinion », « l'abrogation des lois répressives et ne plus recourir abusivement à la détention préventive » ainsi que « la levée des entraves sur les partis politiques, les syndicats, les Associations et les médias ».

Le FFS tient une conférence de presse aujourd'hui

Au lendemain de sa rencontre avec le président de la République Abdelmadjid Tebboune le vieux parti de l'opposition annonce la tenue aujourd'hui d'une conférence de presse au siège de son parti à Alger afin d'aborder la situation politique actuelle du pays et revenir à cette rencontre.

S. O.

Sur la politique internationale, les points de vue avec le chef de l'Etat convergent, ont assuré les membres de l'instance présidentielle du FFS, qui ont insisté sur la nécessité de réhabiliter la confiance avec le citoyen pour mieux l'impliquer dans la défense des intérêts du pays et sa préservation contre les dangers qui guettent ses frontières.

Pour rappel, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a déjà reçu les premiers responsables de Jil Jadid, du mouvement El-Bina, du MSP, du Front El-Moustakbal, du FLN et du RND, ainsi qu'une personnalité indépendante, l'ancien ministre et diplomate Abdelaziz Rahabi. À partir de la Turquie où il était en visite du 15 au 17 mai, le chef de l'État a évoqué pour la première fois son initiative qu'il a qualifiée de « nécessaire pour la création d'un front interne soudé », et a annoncé la tenue prochaine d'une « rencontre inclusive des partis politiques ».

Sarah O.

ENVIRONNEMENT

L'Algérie plaide sa cause à la réunion de Stockholm

Les participants à la Réunion internationale sur l'environnement qui se tient dans la capitale suédoise, Stockholm, ont consacré la deuxième journée de leur rencontre, à la pandémie de Coronavirus qui constitue encore un grand défi aux nations.



Aïmene Benabderrahmane, Premier ministre

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pris part au « dialogue de leadership sur le thème de la réalisation d'une reprise durable et inclusive pour tous, de la pandémie de Coronavirus ». Au regard du lien entre la propagation du Coronavirus et la détérioration de l'environnement, selon les rapports internationaux, y compris onusiens, se dégage l'importance d'envisager de corriger le déséquilibre de l'écosystème qui laissera inévitablement des effets profonds sur l'économie mondiale, dont la réalisation des objectifs sociaux et de développement mondiaux. La première journée de « Stockholm+50 », à laquelle a participé le Premier ministre, était riche en discussions approfondies sur l'état de l'environnement et le

bilan des efforts mondiaux en matière de traitement des crises du climat et de l'environnement durant les cinq décennies de travail depuis la première Réunion sur l'environnement dans la capitale suédoise. Lors de la journée de jeudi, les participants ont lancé une alerte sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures audacieuses et d'unir les efforts car le monde entier vit sur une même planète et fait face au même défi. Les participants ont appelé à l'élaboration d'une série de mesures environnementales, réunissant les résultats de la 26e Conférence des Parties aux Nations unies, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), la 5.2 Assemblée des Nations

unies pour l'environnement, « Stockholm+50 » et la conférence sur les océans qui se tiendra fin juin, avant la 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27), qui se tiendra en Egypte en novembre prochain. Les délégations participant à la réunion ont insisté sur la nécessité d'investir dans les énergies renouvelables, ce qui pourrait booster les efforts de protection de l'environnement et du climat. Des participants ont appelé à la nécessité de prendre en compte la situation des pays pauvres qui ont été fortement touchés par les chocs climatiques provoqués par les pays développés et la nécessité de les aider à y faire face

La participation de l'Algérie à la Réunion de Stockholm +50 est l'occasion pour présenter ses démarches, les efforts consentis, et ses stratégies nationales face aux changements climatiques et leurs répercussions négatives. Pour l'Algérie, le traitement des questions climatiques doit reposer sur la responsabilité historique des pays développés, principaux générateurs de gaz à effet de serre durant ces dernières décennies, ainsi que la prise en compte des différences entre ces pays et ceux en voie de développement. À ce titre, l'adoption par l'Algérie de l'ensemble des accords internationaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, se veut une autre preuve de l'engagement du pays en la matière. Cet évènement international organisé par l'ONU vise, selon un communiqué des services du Premier ministre, à « encourager l'adoption de plans de relance écologiques à la suite de la Covid-19 et à servir de tremplin pour accélérer la mise en œuvre de la « Décennie d'action » des Nations unies en vue de réaliser les objectifs de développement durable, y compris le programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ».

Sarah O.

ABDELHAFIDH HENNI INSTRUIT LES MINOTERIES

Un quota de 60% de son sera destiné aux éleveurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafidh Henni, a fait savoir que les unités spécialisées dans la mouture du blé tendre et dur seront tenues, dès la saison prochaine, de redistribuer 60% des quantités de son issues des opérations de transformation aux éleveurs de bétail. S'exprimant jeudi d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, le ministre a expliqué que le prix du son, matière de base dans l'alimentation du bétail, bien que plafonné à 1800 DA le quintal cédé à 4700 DA sur le marché noir. Le secteur de l'agriculture œuvrera à l'avenir à revoir les opérations de distribution du fourrage, notamment le son, aux éleveurs afin de casser le monopole détenu par les intermédiaires sur ces matières, pour provoquer la pénurie ou l'augmentation des prix sur le marché noir, a-t-il ajouté, relevant l'impératif de renforcer le

contrôle sur ces opérations pour freiner la spéculation et le monopole que les intermédiaires pratiquent en vue de revendre ces matières sur le marché noir à des prix exorbitants. Et de rappeler que les services de sécurité avaient saisi, dans plusieurs wilayas du pays, des quantités considérables de ces matières stockées et destinées au monopole, d'où la nécessité de renforcer le contrôle sur les quantités accordées aux éleveurs. Abordant la disponibilité du fourrage, le ministre a rassuré que l'Office national des aliments de bétail (ONAB) approvisionnait les éleveurs en fourrages composés (orge et son) et en maïs, à des prix subventionnés avec un prix hors taxes. Par ailleurs, Henni a évoqué le dispositif tripartite associant les éleveurs, les abattoirs, et l'Office national des aliments de bétail (ONAB) qui permet aux éleveurs de signer des contrats de partenariat, en vue de l'acquisition de fourrages produits à partir de

l'orge subventionnée (2.600 DA le quintal), contre l'approvisionnement de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) en têtes ovines, en vue d'assurer la fourniture des viandes pour le consommateur, avec des prix variant entre 1 100 DA et 2.200 DA le kilogramme. Interrogé sur les dispositions prises pour éviter l'utilisation des eaux polluées dans l'irrigation des cultures et des champs, il a affirmé que le secteur prend des mesures coercitives à l'encontre des agriculteurs qui utilisent ces eaux, des mesures, a-t-il dit, prévoyant la saisie du matériel, la destruction de toutes les récoltes irriguées avec des eaux non traitées, en sus des poursuites judiciaires. Il a également fait état de l'accompagnement des agriculteurs pour l'obtention d'autorisations de forage de puits, en coordination avec le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique.

Ania Nch

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG L'Algérie sollicitée pour abriter l'édition 2023

Le président de la Fédération internationale des organisations de donneurs de sang (FIODS), Gian Franco Massaro, a proposé, jeudi, à l'Algérie d'abriter la célébration de la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2023. Lors d'une visite au siège de l'Agence nationale du sang (ANS), en compagnie du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzi, en présence du président de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Kaddour Gharbi, M. Massaro a salué le rôle de l'Algérie dans l'encouragement du don de sang, soulignant que le pays arrive en tête des donateurs de sang en Afrique. M. Massaro a en outre précisé que la Fédération internationale des organisations de donneurs de sang œuvrait à la promotion du don de sang dans le monde, soulignant l'engagement de la fédération dans le cadre de sa mission en faveur de la promotion des valeurs humaines et de la solidarité. La FIODS s'emploie à sauver des vies en encourageant le don de sang à travers 80 pays, répondant aux besoins de ceux qui ont besoin de cette substance vitale, a-t-il ajouté. Le ministre de la Santé a salué la proposition du président de la FIODS pour que l'Algérie abrite la manifestation de la célébration de la Journée mondiale de cette opération pour 2023, aussi bien que le rôle des donateurs, notamment pendant la période de la propagation de la Covid-19 où des vies ont été sauvées, en dépit de la circonstance difficile.

R. S.

NON-RESPECT DU PASSAGE PIÉTON L'amende fixée à 5 000 DA

Les services de la Gendarmerie nationale ont fait savoir par le biais de la plateforme « Tariki » que le non-respect du passage piéton impliquait une amende de 5000 dinars contre les conducteurs contrevenants et ce en application de l'article 66/d-3. Cela intervient, faut-il le souligner, en attendant l'application de la même mesure contre les conducteurs qui stationnent sur les trottoirs, privant les piétons de circuler en toute sécurité sans être obligés de marcher sur la voie de circulation de véhicules. Un phénomène auquel nous assistons notamment dans les grandes villes.

A. N. ch

LES FRAUDEURS AU BAC ET AU BEM SONT AVERTIS

L'action publique mise en branle

Le ministère de la Justice a adressé une note de service aux procureurs généraux près les cours de justice afin de procéder à l'installation d'une cellule de veille et de suivi au niveau de chaque cour, en vue de prévenir et de lutter contre la fraude et les fuites des sujets des prochains examens officiels, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de

la Justice. « Dans le cadre de la sécurisation du déroulement des examens officiels du mois de juin courant, le ministère de la Justice a adressé, mercredi, une note de service aux procureurs généraux près les cours de justice, à l'effet de prendre les mesures nécessaires à la prévention et à la lutte contre la fraude et les fuites des sujets d'examens, notamment à

travers le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) », précise-t-on de même source. La note souligne la nécessité d'un traitement judiciaire strict à travers la poursuite pénale immédiate, et ce en coordination avec les instances compétentes, à savoir les services de la police judiciaire et l'Organe national de prévention et de lutte

contre les infractions liées aux TIC. « Il a été demandé aux procureurs généraux d'installer une cellule de veille et de suivi au niveau de chaque cour de justice placée sous leur autorité, avec pour membres le directeur de l'éducation, le chef de sûreté de wilaya, le commandant du Groupement territorial de la gendarmerie nationale, le chef de service régio-

nal de la sécurité intérieure et toute partie concernée, en vue de prendre les dispositions et les mesures anticipatives pour suivre le bon déroulement de ces examens », ajoute le communiqué. Cette opération a pour objectif de garantir la crédibilité des examens officiels, conclut la même source.

A. N. ch

GESTION DE L'EAU

La SEAAL projette d'étendre ses activités à d'autres wilayas

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a fait état, jeudi à Blida, d'une étude en cours sur la possibilité d'étendre, à l'avenir, l'activité de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) liée à la gestion de l'eau potable dans la capitale et Tipasa pour inclure d'autres wilayas.



Phs : DR

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de travail et d'inspection effectuée à Blida, M. Hasni a affirmé que son secteur procédait à une étude pour étendre, à l'avenir, l'activité de SEAAL, filiale de l'Algérienne des eaux (ADE) qui assure la gestion de la distribution de l'eau potable au niveau d'Alger et de Tipasa, "à d'autres wilayas

à l'ouest telles que Blida, Aïn Defla et Médéa". Le déficit qu'enregistre actuellement l'ADE en matière de gestion de l'eau potable au niveau de certaines wilayas est lié au volet structurel notamment le système tarifaire qui est le même depuis 1985, a expliqué le ministre. Évoquant la stratégie de son secteur pour assurer l'eau potable au citoyen dans l'ensemble des wilayas du pays

pendant la saison estivale, M. Hasni a rappelé "les mesures prises au préalable pour garantir l'approvisionnement des citoyens en eau potable", assurant que "le volume des eaux mobilisées sera revu à la hausse". Le taux de remplissage des barrages (44%) et l'activité des 11 stations de dessalement au niveau national ont permis de créer un équilibre entre les wilayas, a-t-il fait constater,

ajoutant que cela "est à même d'améliorer l'opération d'approvisionnement en eau potable par rapport à l'année dernière". Dans ce sillage, le ministre a rappelé que "la wilaya Oran où le niveau des barrages a considérablement baissé l'été dernier, a pu assurer l'approvisionnement en eau potable à ses citoyens grâce à sept (7) stations de dessalement".

R. E.

OPEP+

La production augmentera de 648 000 b/j en juillet

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, (Opep+) a décidé jeudi, lors de sa 29ème réunion ministérielle, d'augmenter la production pétrolière totale de l'alliance de 648 000 barils/jour en juillet prochain, a annoncé le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Les 23 pays de l'Opep+ (13 membres de l'Opep et 10 pays producteurs non-membres) ont ainsi opté, pour juillet prochain, pour une hausse de la production mensuelle plus importante que la hausse appliquée depuis juillet 2021, date de mise en œuvre d'un plan d'augmentation graduelle. Depuis cette date, l'augmentation mensuelle décidée a été toujours autour de 400 000 barils/jours. Pour juin en cours, l'Opep+ avait décidé d'une augmentation de 432 000 barils/jour.

R. E.

INDUSTRIE

50 % des entreprises à l'arrêt relancées avant fin 2022

Selon le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, vingt-cinq entreprises, dont 15 publiques, qui étaient à l'arrêt et 10 entreprises dont les avoirs ont été confisqués seront relancées avant la fin de l'année en cours, a précisé Zeghdar à l'Assemblée populaire nationale. Le ministère de l'Industrie compte un total de 51 entreprises et unités publiques industrielles à l'arrêt. Un travail est en cours pour lever les obstacles qui entravent leur relance. À cet effet, un groupe de travail a été installé pour mener une étude minutieuse sur ces entreprises et fixer les délais et les dispositions prises, selon plusieurs options présentées suivant une logique purement économique. Le tissu économique national comprend 1,3 millions de grandes, moyennes et petites entreprises dont 85 % relevant du secteur privé, d'où l'importance des particuliers dans le développement économique en tant que partenaires essentiels du secteur public, a-t-il ajouté. Cette année, les groupes publics ont réalisé un développement remarquable, ayant enregistré au premier trimestre 2022 une augmentation de 18% du chiffre d'affaires par rapport à l'année 2021.

Sarah O.

ÉNERGIE ET MINES

L'Égypte s'enquiert des opportunités d'investissement en Algérie

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu jeudi par visioconférence avec le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minières, Tarek El-Molla, sur les opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le domaine de l'énergie, des mines, de la pétrochimie et de l'hydrogène. À cette occasion, les deux parties ont examiné les relations de coopération bilatérale, qualifiées d'"historiques et d'excellentes", ainsi que les opportunités d'investissement et les moyens de renforcer le partenariat dans le domaine de l'énergie et des mines. Les deux parties ont mis en exergue les opportunités d'investissement et de partenariat dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans le domaine de la recherche, de l'exploration, du développement et de l'exploitation des gisements, de la pétrochimie, du GPL car-



burant, de l'hydrogène et de la commercialisation et de la distribution du GNL. Arkab a invité les entreprises égyptiennes à saisir les opportunités d'investissement qui s'offrent en Algérie dans ces domaines en bénéficiant des avantages de la nouvelle loi sur les hydrocarbures. Les deux ministres ont en outre mis en avant les "grandes" possibilités de coopération et de partenariat dans le secteur minier, notam-

ment dans les industries de transformation du phosphate, la production d'engrais phosphatés et l'échange d'informations et d'expériences dans ce domaine. De son côté, Al-Molla s'est félicité de la qualité des relations fraternelles entre les deux pays et de l'intensification de la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie et des mines. Le ministre égyptien a proposé la création de groupes de travail conjoints qui seront chargés de se concentrer sur les domaines évoqués aujourd'hui, d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec des entreprises algériennes et de procéder à un transfert de connaissances. Les deux parties se sont, par ailleurs, félicitées du dialogue continu entre les deux pays dans le cadre du Forum des pays exportateurs de gaz et de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

R. E.

BOUGHALI LORS DE LA JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR L'ENFANCE

« Prenez conscience de l'acte éducatif »

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, a affirmé jeudi que l'Algérie accordait "une extrême importance" et "une attention particulière" à l'éducation des jeunes générations, appelant les responsables en charge des affaires de l'enfant à prendre conscience de "l'acte éducatif", "base de la construction civilisationnelle". Intervenant à une journée parlementaire organisée par l'APN, à l'occasion de la Journée internationale de l'enfant, M. Boughali a souligné que "l'Algérie accor-

de aujourd'hui, à la faveur du programme intégré du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une extrême importance et une attention particulière à l'éducation des jeunes générations", appelant les responsables en charge des affaires de l'enfant, aussi bien à l'école que dans les autres établissements, de même que les parents à prendre conscience de "l'acte éducatif", base de la construction civilisationnelle et enjeu du décollage". Il a également rappelé la responsabilité qui incombe aux enfants de

l'Algérie pour "perpétuer le message des valeureux chouchou et vaillants moudjahidine, un message "renfermant le même contenu mais sous une nouvelle forme", les incitant à "la persévérance pour se dresser en rempart expugnable pour immuniser le pays par la science, le savoir et les technologies". "Les espoirs sont fondés sur les enfants de l'Algérie pour parachever le processus d'édification de l'Algérie qui aspire au renouveau", a-t-il ajouté. Le président de la Chambre basse du Parlement a rappelé que la chance a

été donnée à quatre enfants algériens représentant l'Algérie au parlement arabe de l'enfant pour bénéficier d'une formation au sein de l'APN, en vue de "renforcer leurs capacités et de communiquer avec les représentants du peuple et s'enquérir des législations nationales relatives à l'enfance algérienne". À cette occasion, M. Boughali a salué les enfants handicapés qui ont "bravé tous les obstacles et démontré leurs capacités et talents dans plusieurs domaines".

R. N.

CONFLIT AU YÉMEN

La trêve reconduite pour deux mois malgré des désaccords

Le gouvernement yéménite et le groupe des éléments d'Ansarullah (Houthi), en conflit, ont accepté jeudi de renouveler la trêve en vigueur depuis le 2 avril pour "deux mois supplémentaires", malgré des désaccords entre les deux parties.

Je voudrais annoncer que les parties au conflit ont accepté la proposition des Nations unies de renouveler la trêve actuelle au Yémen pour deux mois supplémentaires", a déclaré jeudi l'émissaire de l'ONU Hans Grundberg. "La prolongation prend effet à l'expiration de la trêve actuelle, aujourd'hui 2 juin 2022 à 19h00, heure du Yémen (16H00 GMT)", a-t-il indiqué dans un communiqué, ajoutant qu'elle est prolongée "selon les mêmes termes que l'accord initial". Mercredi déjà, l'ONU, par la voix du porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, avait annoncé avoir reçu des signes "positifs" sur la reconduction de la trêve. Le pays de la péninsule arabe est dévasté depuis plus de sept ans par le conflit opposant les Houthis et les forces du gouvernement, appuyées par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Entrée en vigueur le premier jour du Ramadhan écoulé (début mai) après d'intenses efforts menés particulièrement par les Nations unies, la trêve entre les parties en conflit au Yémen a permis, en dépit de certains affrontements militaires sporadiques, plusieurs avancées dont un net



recul des hostilités, la réouverture de plusieurs axes routiers et de l'aéroport de Sanâa, l'acheminement sans contraintes des aides humanitaires, la facilitation de l'approvisionnement en carburant et la levée de sièges imposés à certaines villes.

30 MILLIONS DE YÉMÉNITES ONT BÉNÉFICIÉ DE LA TRÊVE

Hans Grundberg avait mené de nombreuses consultations dans la région pour convaincre les différentes parties de renouveler la trêve. La semaine dernière, il avait souligné les "effets positifs concrets" de la trêve pour environ 30 millions d'habitants éreintés par les combats, les déplacements, la faim, les maladies, la rareté de l'eau potable et un effondrement de l'économie. Pourtant, le gouvernement et les Houthis semblaient camper sur leurs posi-

tions respectives, en dépit des pressions internationales. Le gouvernement reprochait notamment aux Houthis de toujours encercler la grande ville de Taëz (ouest), bloquant les routes principales. Jeudi, l'émissaire de l'ONU a assuré qu'il continuerait à discuter avec les parties pour "mettre en œuvre et consolider tous les éléments de la trêve dans leur intégralité, et avancer vers un règlement politique durable du conflit". Les éléments d'Ansarullah avaient pris la capitale en 2014, déclenchant ce conflit ravageur.

Selon l'ONU, le conflit au Yémen aurait fait en 7 ans de guerre quelque 377 000 morts dont 150 000 dus aux combats et 227 000 aux conséquences indirectes (famine et maladies) et plus de 4 millions de déplacés.

ÉTATS-UNIS

Biden change d'avis et rencontrera le prince héritier saoudien à Ryadh

Joe Biden a finalement décidé de se rendre, fin juin, en Arabie saoudite afin de rencontrer le prince héritier Mohammed ben Salmane, a rapporté la presse américaine jeudi. Un revirement majeur pour le président qui avait pourtant promis de traiter le royaume en "paria". Les spéculations sur un tel déplacement en juin allaient bon train, mais selon le New York Times, il est désormais acté: le président des États-Unis "a décidé d'aller à Ryadh ce mois-ci pour rebâtir les relations avec le royaume pétrolier au moment où il cherche à faire baisser les prix de l'essence dans son pays et à isoler la Russie sur la scène internationale". Sur place, "il rencontrera le prince héritier Mohammed ben Salmane" surnommé "MBS"-- chose que M. Biden s'était jusqu'à présent refusé -- ainsi que d'autres dirigeants de pays arabes dont l'Égypte, la Jordanie, l'Irak et les Émirats arabes unis, a ajouté le quotidien. Il a précisé que les détails logistiques et le calendrier devaient encore être confirmés. Le Washington Post a aussi fait état du déplacement en citant des responsables anonymes, soulignant que le "tête-à-tête" avec le puissant prince intervient après plusieurs missions "discrètes" dans le riche pays du Golfe de son conseiller pour le Moyen-Orient, Brett McGurk, et de son

émissaire pour les affaires énergétiques, Amos Hochstein, qui plaident inlassablement pour une augmentation de la production de brut afin de faire baisser l'inflation. "Le président est impatient d'avoir l'occasion de dialoguer avec des dirigeants du Moyen-Orient, mais je n'ai rien à annoncer aujourd'hui", s'est bornée à dire jeudi la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre. Mais si Joe Biden "estime qu'il est dans l'intérêt des États-Unis d'échanger avec un dirigeant étranger et qu'un tel engagement peut apporter des résultats, alors il le fera", a déclaré à l'AFP un haut responsable de l'administration Biden sous couvert de l'anonymat, sans confirmer le déplacement.

"RECALIBRAGE"

Avant son élection, Joe Biden avait jugé que l'Arabie saoudite devait être traitée comme un État "paria" en raison de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Une fois au pouvoir, le démocrate a publié en février 2021 le rapport du renseignement américain accusant "MBS" d'avoir "validé" le meurtre. Washington avait alors évoqué un "recalibrage" de la relation avec ce partenaire stratégique du Golfe, pour tourner la page de la grande proximité de la présidence de Donald Trump sans aller jus-

qu'à la rupture. L'entourage de Joe Biden expliquait que le président ne parlerait qu'au roi Salmane et non pas au prince, dirigeant de facto du pays et interlocuteur privilégié de son prédécesseur républicain. Les États-Unis ont aussi affiché leur intention de remettre les droits humains au cœur de leur dialogue avec les dirigeants saoudiens, et multiplié les efforts pour mettre fin à la guerre au Yémen, où Ryadh soutient militairement le gouvernement face aux rebelles Houthis. La décision du déplacement en Arabie saoudite, si elle est confirmée, intervient d'ailleurs au moment où la communauté internationale a arraché le renouvellement de deux mois d'une fragile trêve au Yémen. Joe Biden a salué jeudi le "leadership courageux" des dirigeants saoudiens à cet égard. Elle intervient aussi alors que l'Opep+, cartel des pays exportateurs de pétrole mené par Ryadh, a décidé jeudi de doper sa production après des mois d'attentisme malgré l'envolée des prix, répondant ainsi aux appels des Occidentaux.

"SANGLANTE POIGNÉE DE MAIN"

Jeudi, le responsable américain sous couvert d'anonymat a minimisé l'enjeu des droits humains, affirmant que l'administration Biden s'inquiète de la question en Arabie "comme

avec de nombreux pays avec qui nous partageons des intérêts". "Il y a aussi des priorités stratégiques auxquelles il est important de répondre, et nos contacts et notre travail diplomatique se sont récemment intensifiés", a-t-il ajouté. Mais le face-à-face avec "MBS" risque de faire grincer des dents au Congrès américain, jusque dans les rangs démocrates du président où la personnalité sulfureuse du prince héritier est très critiquée. Des opposants au régime saoudien ont aussi émis des critiques: "MBS a du sang sur les mains. Si Biden lui donne la rencontre dont il a désespérément besoin, cette sanglante poignée de main enverra un message clair aux tyrans du monde entier: vous pouvez compter sur l'Amérique pour toujours trahir ses valeurs", a fustigé Abdullah Alaoudh, le fils du théologien réformateur emprisonné Salman al-Odah. Lors d'une rare interview avec un média étranger publiée en mars par la revue The Atlantic, Mohammed ben Salmane avait laissé entendre qu'une dégradation des relations avec l'Arabie risquait de nuire à Joe Biden. "C'est à lui de penser aux intérêts de l'Amérique", avait-il dit. Prié de dire si le président américain de 79 ans avait mal cerné sa personnalité, le jeune dirigeant saoudien avait lâché: "Cela m'est tout simplement égal".

IRAN

La mairie de Téhéran victime d'une cyberattaque

La municipalité de Téhéran a été victime de "perturbations" informatiques qui ont rendu son système interne, ainsi que son site web et application mobile, brièvement inaccessibles jeudi, a indiqué l'agence de presse Irna. "Une perturbation délibérée du système interne de la municipalité de Téhéran est survenue à midi, rendant inaccessible pendant quelques minutes la page principale" sur laquelle "une image insultante" a été publiée, a indiqué Irna, citant un communiqué de l'Organisation de la Technologie informatique de la mairie de la capitale iranienne, qui ne précise pas la nature de l'image en question. "Les systèmes de service (en accès public) ont été restreints par (la mairie) pour d'autres inspections techniques", a ajouté le texte, affirmant que le "trouble limité" a été "rapidement réglé".

TURQUIE

L'inflation à 73,50% en mai sur un an

L'inflation en Turquie a atteint 73,5% sur un an en mai, au plus haut depuis décembre 1998, poussée par l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation, selon les données officielles publiées vendredi. La hausse des prix à la consommation a cependant ralenti en mai, comparé à la progression constatée en avril, où l'inflation avait bondi de 61 à 70%. Les champions de l'envolée des prix sont le transport (+107,62% sur un an en mai) et les produits alimentaires (+91,63%), poussés à la hausse par la flambée des cours de l'énergie et des matières premières, et par l'effondrement de la livre turque. Les rumeurs d'intervention militaire dans le nord de la Syrie ont contribué depuis une semaine à enfoncer encore un peu plus la monnaie nationale qui cotait vendredi matin 16,49 livres turques pour un dollar, approchant les niveaux de décembre 2021 qui avaient provoqué l'intervention de l'État pour la stabiliser face aux devises étrangères. La livre turque a perdu plus de 47,79% de sa valeur sur un an. L'inflation est au cœur des débats en Turquie, à un an de l'élection présidentielle, prévue en juin 2023, l'opposition et nombre d'économistes accusant l'Office national des statistiques (Tüik) de sous-estimer sciemment et largement son ampleur. Des économistes turcs indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag) affirment, vendredi matin, que l'inflation atteint en réalité 160,76 % sur un an, plus de deux fois le taux officiel. La semaine dernière, la banque centrale turque a refusé de relever son taux directeur pour tenter de juguler l'inflation et l'a maintenu à 14%. Le président Recep Tayyip Erdogan, qui estime à rebours des théories économiques classiques, que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation, avait contraint fin 2021 la banque centrale à abaisser son taux directeur de 19% à 14%, entre septembre et décembre, provoquant l'effondrement de la monnaie nationale.

**ÉLIMINATOIRES CAN-2023/CE SOIR (20H00) AU 5-JUILLET :
ALGÉRIE-UGANDA**

**Les Verts pour
un nouveau départ**



Phs : DR

Tous les regards seront braqués ce soir vers le stade du 5-juillet qui renoue avec l'ambiance des rencontres de la sélection nationale qui n'y a plus évolué depuis près de trois ans.

Les retrouvailles avec le public du grand stade de la capitale coïncident avec une conjoncture délicate que traversent les Verts et qui ressemblent quelque peu au début de l'aventure de Djamel Belmadi à la tête de la barre technique du "Club Algérie".

À l'époque, Belmadi avait hérité d'une équipe ayant bu le calice jusqu'à la lie. Malgré cela, il a réussi à la conduire pour décrocher un historique sacré africain du Caire. Mieux, les Fenecs, sous la houlette de l'ancien attaquant de Manchester City, ont multiplié les performances jusqu'à faillir battre un record mondial en matière d'invincibilité.

Mais la chute fut terrible, vu que l'équipe nationale a pris deux sérieux coups sur la tête en l'espace de quelques semaines. D'abord, elle a quitté prématurément la précédente CAN au Cameroun à la surprise générale, avant de rater l'occasion de se racheter aux yeux de ses fans en échouant dans les barrages qualificatifs au prochain Mondial.

Et comme il s'agit ce soir de la première sortie des Fenecs après la désillusion du 29 mars dernier, tout le monde est avide de connaître la réaction des protégés de Belmadi à l'occasion de son premier match dans le cadre des éliminatoires de la CAN-2023 en Côte d'Ivoire.

L'adversaire d'aujourd'hui a pour nom l'Ouganda, que les camarades de Slimani sont censés battre pour amorcer un nouveau départ.

Pour ce faire, tout le monde a travaillé sans rechigner et les joueurs savent qu'ils sont devant une belle opportunité pour se faire une place au soleil, dans la mesure

où il s'agit d'un nouveau challenge qui se présente à eux. On est à la même enseigne que la période de 2018, lorsque les Verts ont entamé leur marche vers le sacré africain une année plus tard. Plusieurs joueurs espèrent profiter de la situation pour décrocher une place au sein de l'équipe première, comme l'avait fait Youcef Atal, Youcef Belaili, Baghdad Bounedjah...

et d'autres encore, lors du début de Belmadi à la tête de la sélection. Ainsi, Zedadka, Andrea, Omrani, Kadri et autres Bilel Brahimi vont tout donner pour espérer taper dans l'œil du coach et se frayer une place dans le onze de départ lors de la première sortie post-élimination de la Coupe du monde Qatar 2022. Les joueurs de l'équipe nationale sont décidés à

repartir du bon pied et renouer avec les bonnes performances. Après une CAN ratée et une amère élimination en Coupe du monde, le temps est au renouveau. Une victoire face à l'Ouganda va enclencher une nouvelle dynamique. Une chose est sûre, les Algériens attendent fermement cette équipe nationale, nouvelle version. **Hakim S.**

ANNONCÉ AVOIR PRIS SA RETRAITE INTERNATIONALE
La FAF dément pour Mahrez

Beaucoup de choses ont été dites ces derniers jours sur une supposée décision prise par le capitaine des Verts Riyad Mahrez au sujet de son avenir international. Ces mêmes informations ont laissé entendre que l'attaquant vedette de Manchester City aurait décidé de prendre sa retraite internationale.

Après investigations, il s'est avéré que ces informations ne sont pas dénuées totalement de tout fondement. En effet, des sources au sein de la FAF ont affirmé que Mahrez a bel et bien songé à mettre un terme à sa carrière internationale, sauf qu'il a dû revoir sa décision sur demande de l'entraîneur national, Djamel Belmadi. Ce dernier a conseillé à son poulain de bien réfléchir avant de trancher sur un dossier pareil. Si l'on se réfère à nos sources, l'ailier algérien avait évoqué le sujet avec le coach national quelques jours après la cruelle élimination de l'Algérie dans les barrages du Mondial-2022. Sous le choc, Mahrez, qui a fait l'objet de l'époque d'acribes critiques de la part des supporters des Fenecs qui lui ont reproché de n'avoir pas donné le meilleur de lui-même aussi



bien lors de la CAN que face au Cameroun en aller-retour, a fini par lâcher du lest. Très affecté, il a sérieusement songé à la retraite internationale. Du côté de la FAF, l'on se montre, on ne peut mieux, confiant quant aux capacités de Mahrez de revenir encore plus fort en sélection, malgré qu'il ait été dispensé des deux premiers matchs des qualifications pour la CAN-2023. Une démarche qui lui a attiré davantage de critiques de la part des observateurs.

Certains ont même souhaité voir le joueur de Manchester City assister à la rencontre d'aujourd'hui contre l'Ougan-

da en signe de soutien pour ses camarades qui s'apprêtent à lancer un nouveau défi.

L'entraîneur national a, comme son habitude, défendu Mahrez lors de sa dernière conférence de presse, déplorant la campagne médiatique dont il est victime depuis que la FAF a annoncé son forfait pour les matchs face à l'Ouganda et la Tanzanie, informant avoir reçu un rapport médical de la part de son club. Pour rappel, le capitaine de l'équipe nationale a été impliqué dans 54 buts en 75 matchs joués avec les Verts depuis 2014.

H. S.

**S
T
R
O
P
S**

AÏN-DEFLA. MILIANA

Grande affluence lors de "la fête des cerises"

La ville de Miliana a abrité jeudi en fin d'après-midi la "fête des cerises", une manifestation qui s'est tenue au musée Emir Abdelkader de la ville en présence d'un très nombreux public, a-t-on constaté.

Organisée par la direction de la culture de Aïn Defla, en collaboration avec l'Association des Jeunes de Miliana (AJM), cette manifestation socio-culturelle permet aux Milianais de fêter les qualités de la cerise de leur ville, et aux visiteurs, de découvrir les us et coutumes de cette cité antique, a précisé le directeur local de la Culture, Abdelhakim Djamaâ. À la faveur des expositions organisées à cette occasion, à l'instar notamment de celle consacrée à la confiture, ainsi que du concours de la meilleure tarte, les visiteurs ont pu déguster les différentes confiseries faites à base de cerises, se réjouissant que cette manifestation ait pu reprendre ses droits après 30 ans d'interruption. Observant que "la ville de Miliana se distinguait par sa variété exceptionnelle du bigarreau



faisant la fierté de la région", l'historien et ex-directeur de la Manufacture d'armes de Miliana (sa ville natale), Abbas Kébir Benyoucef, a soutenu que les Milianais

"tentent de faire renaître cette variété, en s'employant à trouver des solutions aux aléas de la nature mais aussi des ravages causés par l'homme". Il a noté qu'à l'instar de l'abricot de N'gaous (Batna), du melon de Oued Rhiou (Chlef), de la datte de Tolga (Biskra) et de la fraise de Skikda, la cerise constitue l'une des caractéristiques de Miliana, "laquelle doit être développée et encouragée". Outre la sécheresse qui a marqué de longues années durant la ville de Miliana (et la wilaya de Aïn Defla de façon générale), l'une des raisons principales ayant contribué au recul de la culture de la cerise s'explique par le fait qu'il n'y a pas de relève pour remplacer les anciens cultivateurs "le cerisier n'ayant pas survécu faute d'entretien", a expliqué Kébir Benyoucef auteur de plusieurs livres sur l'histoire de l'Algérie. Cette manifestation a pris fin en début de soirée au lycée Mohamed Abdou de la ville, où le public a eu droit à un concert de musique andalouse animée par une association musicale locale. L'artiste Hacène Kechache a été honoré par le wali de Aïn Defla, Embarek El Bar, sous les applaudissements nourris de l'assistance.

BLIDA. AEP

Vers le renforcement de la wilaya par un volume supplémentaire

Des quantités supplémentaires d'eau potable seront affectées au profit de la wilaya de Blida, à partir des wilayas d'Alger et de Tipasa, dans le cadre de la solidarité inter-wilayas, a annoncé jeudi le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni. Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail à Blida, le ministre a indiqué que le "quota de la wilaya de Blida en eau sera renforcé par un volume supplémentaire qui lui sera affecté dans le cadre de la solidarité inter-wilayas". Il a ajouté que cette eau "sera destinée particulièrement au renforcement des communes du Grand Blida (Blida, Ouled Yaich, Beni Merad et Bouârfa) comptant une popu-

lation globale de plus de 400.000 âmes, avec un volume supplémentaire de 3 000 m³/J, à partir des barrages de Douira et Bouroumi, ce qui portera leur quota d'eau à 20.000 m³/jour, contre seulement 17.000 m³/jour, actuellement. "Ce nouvel apport en eau est de nature à couvrir les besoins de ces communes en la matière", a estimé le ministre. La partie - Est de la wilaya, enregistrant un déficit en matière d'alimentation en eau potable (AEP), bénéficiera d'un renforcement, en la matière, à partir d'Alger (Sidi Moussa et Baraki), à travers leur dotation avec de nouveaux puits, a-t-il, encore, fait savoir. S'exprimant sur la sécurité hydrique de la wilaya en général, le ministre a assuré que celle-ci sera renforcée à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka 2, dotée d'une capacité de pro-

duction de 300.000 m³ d'eau/jour, dont le volume sera équitablement réparti entre les wilayas de Blida et d'Alger, soit 150.000 m³ chacune. "L'eau produite au niveau de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka 1, estimée à 120 000 m³/jour, sera, quant à elle, exclusivement affectée à la wilaya de Tipasa", a-t-il précisé. Au volet assainissement, le ministre a signalé que la wilaya compte trois stations d'épuration des eaux usées, à Beni Merad, Boufarik et Bouinane, constituant une ceinture de sécurité contre la pollution de l'Oued Mazafran et des nappes souterraines assurant un taux de 80% des besoins en eau de la wilaya. Répondant aux doléances des agriculteurs, M Hasni a décidé, à l'occasion, de relever le quota d'eau destiné à l'irrigation agricole à 2 ou 3 millions de m³, contre seulement

1,8 million de m³ actuellement. Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, qui a salué les efforts déployés par les autorités locales, a visité plusieurs infrastructures relevant de son secteur, dont les stations d'épuration de Beni Merad et Ben Khelel et le chantier de réalisation de la station d'épuration de la nouvelle ville de Bouinane, dotée d'une capacité de traitement de 65.000 m³ d'eau/jour. M. Karim Hasni a, également, inspecté le projet de réalisation du système AEP N3 destiné à la nouvelle ville de Bouinane, lequel englobe trois stations de pompage, et dix forages d'eau, outre la pose de conduites de distribution principale. Il s'est, également, rendu sur le chantier de réalisation d'un système AEP au profit du nouveau pôle urbain de Sidi Serhane- Bouinane.

SÉTIF. UNIVERSITÉ MOHAMED LAMINE DEBAGHINE

Généralisation de la nouvelle plate-forme électronique

La nouvelle plate-forme électronique créée par l'Université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2), spécialisée dans l'enseignement à distance, sera généralisée à travers toutes les universités du pays, a indiqué jeudi Naouel Abdelatif Mami, rectrice par intérim de cet établissement, chargée des relations extérieures. "Les membres et partenaires de ce projet ont approuvé la généralisation de l'utilisation de cette plateforme électronique à travers toutes les universités du pays", a précisé la même source à l'APS, en marge de la clôture de la semaine scientifique consacrée au projet CI-RES (projet de création des capacités institutionnelles pour l'intégration des réfugiés dans l'enseignement supérieur) organisé par l'Université Sétif 2 du 29 mai au 2 juin. La nouvelle plateforme électronique a été

créée par l'Université Mohamed Lamine Debaghine suite à la pandémie de Covid-19, a fait savoir la même responsable, soulignant qu'elle a été développée pour inclure l'enseignement à distance pour les étudiants réfugiés. Mme Mami a révélé qu'au cours de cette semaine scientifique organisée sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, il a été recommandé de généraliser l'exploitation de cette plateforme électronique à tous les établissements d'enseignement supérieur en Algérie, eu égard à ce qu'elle peut offrir comme services aux utilisateurs relevant du secteur. La plate-forme offre de nombreux services pouvant aider l'étudiant, le professeur et l'administrateur à obtenir les informations, notamment la bibliothèque numérique et les cours élec-

troniques, en plus de la communication et l'interaction entre les étudiants et leurs encadreurs à l'échelle nationale et internationale. La semaine scientifique, organisée par l'Université Sétif 2, s'inscrit dans le cadre du projet international CI-RES regroupant 10 universités algériennes, dont celles de Bejaïa et Ouargla, et d'autres européennes, notamment celles d'Espagne et d'Italie. La dernière journée de cette rencontre scientifique s'est focalisée sur "les mécanismes d'intégration des réfugiés dans le monde du travail et les opportunités proposées par l'Etat algérien".

Elle a réuni plus de 25 étudiants réfugiés du Sahara occidental, de Palestine, Syrie, Niger, Mali et Burkina Faso, ainsi que des encadreurs algériens et étrangers (Italie, France et Espagne).

TOUGGOURT. EMPLOI

Insertion professionnelle de 170 jeunes en conseillers d'éducation

Pas moins de 170 employés dans la wilaya de Tougourt ont été titularisés en qualité de conseillers d'éducation scolaire dans le palier primaire dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), a-t-on appris jeudi des responsables de la Direction locale de l'éducation. Evoquant les phases de gestion de cette opération de permanisation ayant ciblé trois vagues d'employés affiliés au DAIP, le directeur de l'éducation, Zouaoui Mokhtari, a souligné que l'opération d'insertion au niveau du secteur de l'éducation "avance sensiblement" et, a-t-il précisé, tire à sa fin pour titulariser l'ensemble des concernés dans les plus brefs délais. Présidant au lycée Amir Abdelkader la cérémonie de remise symbolique des titres d'insertion, le wali de Tougourt, Nacer Sebâa, a indiqué, pour sa part, que le programme de titularisation "devra donner un nouveau souffle et apporter un plus qualitatif à l'encadrement administratif et financier, ainsi qu'un soutien psychopédagogique aux scolarisés".

Cette opération intervient en application des directives des hautes instances du pays portant création du poste de conseiller de l'éducation dans le primaire au profit des diplômés en quête de titularisation en qualité de conseiller scolaire, a-t-on indiqué.

EL-OUED. JUMELAGE

INTER-HÔPITAUX

19 opérations chirurgicales pour la correction des malformations

Dix-neuf (19) interventions chirurgicales ont été effectuées cette semaine dans la wilaya d'El-Oued pour des enfants présentant des malformations au niveau des appareils digestif et génital, dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier spécialisé "EHS Mère-Enfant Bachir-Bennacer" d'El-Oued et "l'EHS-Sidi Mabrouk" de Constantine, a-t-on appris jeudi des organisateurs. Ces opérations chirurgicales, ayant profité aux enfants, âgés de six (6) mois à 13 ans, issus de familles nécessiteuses et présentant des malformations congénitales des appareils digestif, génital et urinaire, ont été assurées par un staff composé de huit (8) chirurgiens-pédiatres, de quatre (4) réanimateurs-anesthésistes, sous la conduite du Dr. Abdelhak Youcefi, chirurgien-pédiatre à l'EHS Sidi-Mabrouk de Constantine, a indiqué le directeur de l'EHS-Bachir Bennacer, Bachir Abdrabbou. Des consultations médicales spécialisées ont, lors de cette action, profité à 23 enfants présentant des maladies précitées issues d'autres wilayas en prévision de leur programmation à d'éventuelles interventions. Le même responsable a fait part de l'organisation, fin du mois de juin prochain, d'autres interventions chirurgicales par endoscopie à des malades présentant différentes maladies.

BOUMERDÈS. ADE

Plus de 450 raccordements illicites au réseau d'AEP recensés

Plus de 450 raccordements illicites au réseau d'alimentation en eau potable (AEP) ont été enregistrés dans la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

"Ces branchements illicites sont à l'origine d'importantes pertes accusées par l'ADE, estimées à 185.000 M3 d'eau potable", a indiqué à l'APS, le directeur par intérim de l'unité ADE de Boumerdès, Hedhoum Ali, en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation pour le recouvrement des créances de l'entreprise, placée sous le signe, "Payez votre facture, nous sommes à votre service". Sur ce total de raccordements illicites, ce responsable a signalé le règlement de la situation de 370 cas, au moment où des poursuites en justice ont été introduites contre 86 personnes. M. Hedhoum a signalé que les créances de l'Algérienne des eaux (ADE) auprès de ses abonnés de Boumerdès avoisinent, à ce jour, les deux milliards de DA, dont près de 1, 2 milliard de DA représente la facture



globale impayée par les ménages. Le reste des créances est essentiellement dû par les administrations publiques et autres organismes divers (soit 280 millions de DA), au moment où les ventes en gros de l'eau représentent une facture impayée de 300 millions de DA. En outre 145 millions de DA représentant les différents travaux fournis aux clients, alors que 44 millions de DA sont à la charge des artisans et des commerçants, a-t-il détaillé.

Il a souligné, au titre des efforts fournis par l'entreprise pour récupérer son dû, le lancement de cette campagne de sensibili-

sation pour inciter les abonnés concernés à régler leurs factures. Cette campagne, qui se poursuivra tout au long de ce mois, vise à informer les abonnés sur les facilitations administratives mises à leur disposition pour régler leurs factures d'eau, dont la possibilité de paiement au niveau des agences commerciales destinées à cet effet ou dans les bureaux de poste et via le service de paiement électronique.

À cela, s'ajoute la possibilité de bénéficier d'un échéancier de paiement pour les ménages confrontés à des difficultés financières.

ORAN. COMMUNE

DE AÏN EL BIA

Livraison en vue de 1 000 logements

Les travaux d'aménagement extérieurs de 1.000 logements publics locatifs (LPL) dans la zone de Chéhairia rattachée à la commune de Aïn El Bia (Oran) tirent à leur fin, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction du logement de la wilaya. Le taux d'avancement des travaux du projet dépasse les 95 %. Il englobe, en particulier, le raccordement aux réseaux divers, à l'instar de l'électricité, du gaz, de l'eau potable, du téléphone et la réalisation de trottoirs, des routes, de l'éclairage public, d'aires de jeux pour enfants et des parkings, a-t-on indiqué de même source à la faveur d'une visite sur site effectuée, mercredi après-midi, par les représentants des services de la Direction du Logement et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Les travaux de raccordement à l'électricité et au gaz, ainsi que la réalisation de routes au niveau des lotissements 1, 2, 3 et 5, ont été achevés. Des instructions ont été données aux services de la Sonelgaz pour parachever les travaux de raccordement à l'électricité du lotissement n 4, la semaine en cours, a-t-on fait observer. Selon la Direction du logement, des instructions ont été données également à l'entreprise chargée des aménagements extérieurs pour parachever les travaux la mi juin en cours, de même que l'entame de l'opération d'asphaltage de la chaussée pour pouvoir ainsi attribuer le quota de logements à leurs bénéficiaires. D'autre part, les travaux d'aménagement extérieurs de 1.300 logements publics locatifs (LPL), édifiés dans la localité d'El Mohgoun (Arzew), ont été finalisés par la réalisation des raccordements aux différents réseaux. Les services de la Direction du logement et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ont programmé, pour la semaine prochaine, une sortie sur site pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux pour que les logements soient attribués à leurs bénéficiaires dans les meilleurs délais, a-t-on ajouté de même source.

M'SILA. DSA

Recul de la production d'abricot

La production d'abricot dans la wilaya de M'sila a été estimée à 300.000 quintaux au titre de la saison agricole 2021-2022, enregistrant une baisse par rapport au pic de récolte enregistré en 2016, marquée par la réalisation de 600.000 quintaux, selon les explications fournies jeudi à l'occasion de la célébration de la fête de l'abricot tenue dans la commune de Khoubana. La production d'abricot a été enregistrée sur une superficie de 3.120 hectares (ha), jugée "faible" par rapport aux potentialités agricoles dont dispose la région de M'sila pour la culture de ce fruit produit, dont deux régions du pays en sont réputées, à savoir la wilaya de M'sila et la commune de N'gaous (Batna), selon la Direction des services agricoles (DSA). La même source a expliqué que la sécheresse des sources d'eau, notamment au niveau du pôle de production de la commune de M'sila situé dans le périmètre du barrage d'El Ksob, dont le niveau d'eau a diminué à moins de 10 millions m3 contre 22 millions recensés au cours des années 1980, en plus de la sécheresse des puits agricoles en raison du faible niveau des eaux souterraines à travers les régions de cette wilaya, sont des facteurs qui ont causé la baisse de la production d'abricot. Les services agricoles ont abordé le volet lié à l'expiration de la "vie biologique du sol" pour la plantation d'abricotiers dans la zone Sud de la wilaya, qui est bien plus bas que dans la région Nord, qui est de 62 années, entraînant ainsi le dessèchement de ces arbres dans la zone Sud, en plus de



l'impact de l'insecte appelé "foreur des arbres", affectant en particulier les vieux arbres et conduisant à leur dessèchement. Par ailleurs, l'aspect économique a eu également un impact sur la baisse de la production d'abricot, dont le faible prix de vente qui ne couvre pas les coûts de production, provoquant la réticence des agriculteurs à cultiver ce fruit, a fait remarquer la DSA.

Certains agriculteurs, selon la DSA préfèrent planter les fourrages verts en raison de la "facilité" de leur production et leur rendement économique jugé "remarquable" par rapport à la plantation d'abricotiers, sans oublier l'absence d'unités de transformation et leur éloignement de la wilaya de M'sila. A cet effet, les services locaux du secteur de l'Agriculture œuvrent pour rattraper le plus possible le retard dans ce domaine à travers l'octroi de permis de forage des puits en faveur des agriculteurs dont les vergers ont été affectés par la sécheresse, ainsi que le raccordement au réseau d'électricité de la plupart des exploitations

agricoles, y compris celles productrices d'abricots.

La dynamisation du programme de soutien agricole dans son volet concernant

notamment la production de fruits et l'encouragement de la plantation libre d'abricots auprès des agriculteurs, figurent également parmi les objectifs recherchés, a-t-on noté.

Aussi, l'anarchie signalée sur le marché des fruits et légumes à M'sila a eu un impact négatif sur certains producteurs d'abricots qui ont abandonné cette activité, a-t-on conclu de même source. Les participants à l'exposition organisée à l'occasion de la fête de l'abricot à Khoubana ont cité pour preuve le prix de vente d'un (1) kg de ce fruit de la meilleure qualité qui ne dépasse pas 60 DA, alors qu'il est cédé à pas moins de 200 DA/kg sur le marché de détail.

TIPASA. EDUCATION

Lancement des travaux de réalisation de 17 infrastructures scolaires

Les travaux de réalisation de 17 infrastructures scolaires ont été lancés jeudi dans la wilaya de Tipasa dans l'objectif d'améliorer les capacités d'accueil et les conditions de scolarisation des élèves, dans les zones isolées notamment. Inscrits au titre du programme sectoriel décentralisé et du programme de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont le coup d'envoi des travaux de réalisation a été donné par le wali Aboubakr Seddik Boucetta à partir de Sidi Ghilès, sont répartis sur 13 communes de la wilaya. Il s'agit notamment de la réalisation de trois groupes scolaires, de type "D1", à Damous, Koléa et Sidi Ghiles, et de cinq demi-pensions d'une capacité de 200 lits et 200 repas/Jour, au profit de 4 CEM et un lycée. Ces demi-pensions sont inscrites au profit des CEM "Emir Abdelkader" d'El Beldj (Tipasa), "Boutrane" de Bourguigua, "Sayeh Brahim" de Bouharoune et "Hamou Abderezzak" d'Ain Tagourait, en plus du lycée "Bel Alia" de la commune d'Ahmer El Ain. À cela s'ajoute le lancement

des travaux de construction de deux cantines scolaires d'une capacité de 200 repas/Jour respectivement à l'école "Merzouki" de Hadjout et l'école "Mahfoudh Achour" de Koléa, et de 23 salles de classe au niveau d'un nombre d'écoles primaires de la wilaya. Le wali de Tipasa a procédé, à l'occasion, au lancement des travaux de rénovation de 97 établissements scolaires, dont 42 CEM, 29 lycées et 26 écoles primaires. Ces projets, qui s'ajouteront à six groupes scolaires et trois CEM lancés en travaux le 19 mai dernier, s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement de l'expansion urbaine enregistrée dans la wilaya, outre le rapprochement de l'école des zones reculées, de manière à garantir de meilleures conditions de scolarité, a souligné le chef de l'exécutif local. Le wali a réitéré, à l'occasion, l'impératif du respect des délais impartis aux projets, fixés à 7 mois pour les groupes scolaires, 12 mois pour les demi-pensionnats et les cantines scolaires, et trois mois pour les classes et autres travaux de rénovation.

"ANDALOUSSIATES EL-DJAZAIR"

Belle prestation de l'Ensemble "El Djenadia"

Les 17e "Andaloussiates El-Djazair" continuent d'enchanter le public algérois, avec une prestation de grande qualité rendue, jeudi soir à Alger, par l'association culturelle de musique andalouse, "El Djenadia" de Boufarik, devant un public conquis, relativement nombreux.



Ph: DR

Accueillies à la salle Ibn-Khaldoun depuis le 19 mai dernier, les 17e "Andaloussiates El-Djazair" ont, pour leur troisième semaine, mis en avant le rendu de la grande École "El-Djenadia", digne héritière du patrimoine de la musique andalouse, dont l'orchestre est dirigé d'une main de maître par le maestro, Lamine Bouzar à la percussion. Une trentaine d'instrumentistes, dont 17 musicales, ont présenté, une heure et demie durant, trois parties d'un riche programme fait d'extraits de noubet Raml El Maya, de "Hwaza" et de pièces dans le genre "Aroubi", au grand plaisir d'une assistance recueillie, embarquée dans une randonnée onirique aux atmosphères empreintes de solennité.

Les pièces, "Ya wahid el asri" (inçraf), "Ya djabiri" (derdj), "Kad Djoumiâa" (inçraf 1), "Beyna ed'dhoulouai" (inçraf 2), "Lehbi ech'chems saïl" (inçraf-kh'lass), "Harramtou bik nouâassi" (kh'lass 1) et "Aâchiyatoun" (kh'lass 2), ont été brillamment rendues dans le respect des normes académiques de ce genre de musique savante. Dans une ambiance de grands soirs, les voix, aux larges tessitures, présentes et étoffées des sopranos et des ténors de l'Ensemble de Boufarik, ont enchanté l'assistance qui a ainsi pu apprécier les envolées techniques et mélodiques de Meriem Si Ahmed, Insaf Abdelbaki, Anita Tiziri Rabhi, Dina El Djennadi, Sara Benmessaï, Haroun Chettab et Nassim Boughezala.

"Ya ghayet el meksoud" (inçraf zidène), "Ah nar el-forqa" (hawzi), "El-khendoud Ez'Zhira" (aroubi), "Ya nassim Er'Rawdi" (kh'lass 1) et "Rimoun nedret'ni" (kh'lass 2), ont constitué les titres de la deuxième partie, très applaudie par le public. Virtuoses à l'instruments, les solistes, Insaf Sabrine Bounedal à la mandoline, Dikra Ait Ali et Mohamed Réda Meddour au luth, Sirine Loucif (12 ans) au qanun, Sid Ali Boumezal au violon, Youcef Lekhal au nay (flûte arabe), ainsi que les frères Saïdani, Akram (14 ans) et Aylane

(12ans) ont également fait montre de toute l'étendue de leurs talents à travers leurs interprétations, marquée d'ornements techniques dans les différents istikhbars.

Sur des rythmes irréguliers aux cadences maintenues par les "Nekkaret" (petite percussion à deux tambours), les variations modales portées par les sonorités denses des instruments à cordes (oud, kouitra, contrebasse et mandoline) et celles aigües et mélancoliques des violons et du nay, ont judicieusement dessiné les traits de l'identité sonore du genre andalous.

"Daâni ya laymi" (istikhbar ghrib), "Aâyt saber" (hawzi 1) et "Hadh el wah'ch aâliya" (hawzi 2), ont été entonnés durant la dernière partie du spectacle, menée à son terme avec "Jahegh vezzaf dha meziane" une reprise de Akli Yahiaten demandée par le

public qui a eu du bon répondant, adressant à l'endroit des artistes, des applaudissements répétés et des youyous nourris. Sous l'œil bienveillant de son président, Abdelkader Essemiani, l'Ensemble "El Djenadia" est attendu le 17 juin à Alger, à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth, et le 01 juillet, au même endroit, en célébration du 60e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse avec notamment, la prestation très attendue du "Trio SAMAA" issu de l'association. Créée en 1985, l'association culturelle de musique andalouse, "El Djenadia" de Boufarik doit son nom au regretté Cheikh Boualem Djenadi (1903-1972), artiste de talent dans le genre Hawzi et Aroubi, natif de la région.

L'Ensemble se fixe pour objectif la nécessité de "Faire revivre le patrimoine musical

andalou et le perpétuer" et celle d'asseoir les fondements d'une "Ecole d'où émergeront les futurs talents et virtuoses dans le domaine de l'art andalous".

Comptant à son actif une vingtaine d'albums, l'association "El Djenadia" de Boufarik a plusieurs fois été distinguée dans différentes manifestations de musique andalouse, en Algérie et à l'étranger. Satisfait jusqu'alors de la "bonne organisation", par l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, des "17e Andaloussiates El Djazair", le premier responsable du département de programmation de cette institution, Fodil Hammouche, espère voir lors des prochains concerts, "plus de monde dans la salle Ibn Khaldoun", où ce grand rendez-vous des associations de musique andalouse, se poursuit jusqu'au 10 juin.

TRAFIC D'ANTIQUITÉS

Cinq pièces égyptiennes saisies au Met Museum de New York

La justice new-yorkaise a saisi cinq pièces égyptiennes en possession du prestigieux Metropolitan Museum de New York mais potentiellement issues d'un pillage, un nouveau développement de l'enquête menée à Paris sur un trafic d'antiquités impliquant l'ancien patron du Louvre. D'après un document judiciaire obtenu par l'AFP, une juge de la cour suprême de l'État de New York a ordonné le 19 mai la saisie de ces cinq antiquités, dont le portrait funéraire d'une femme daté des années 54 à 68 après J.-C., d'une valeur d'environ 1,2 million de dollars, et un groupe de cinq fragments de lin peints représentant une scène du Livre de l'Exode, daté entre 250 et 450 avant J.-C., évalué à 1,6 million de dollars. "Les pièces ont été saisies en vertu de ce mandat", a indiqué un porte-parole des services du procureur de Manhattan, en précisant qu'il s'agissait de la "même enquête" que celle ouverte à Paris, dans laquelle l'ancien président-directeur du Louvre, Jean-Luc Martinez, est inculpé. D'après le site The Art Newspaper, qui a révélé l'information, les cinq pièces ont été achetées entre 2013 et 2015 par le Met Museum de New York. Sollicité jeudi par l'AFP, le musée a renvoyé à une précédente déclaration où il se disait "victime d'une organisation criminelle internationale" et assurait "coopérer" avec les autorités. En 2019, le grand musée new-yorkais avait déjà rendu à l'Égypte un sarcophage doré qu'il avait acheté en 2017 mais qui s'était avéré avoir été volé en 2011, en plein tumulte révolutionnaire dans ce pays. Le Met avait alors dû brutalement interrompre une exposition consacrée à ce cercueil fabriqué pour Nadjemankh, prêtre du dieu à tête de bélier Heryshef. L'enquête parisienne cherche à établir si, parmi des centaines de pièces pillées pendant les printemps arabes dans plusieurs pays du Proche et Moyen-Orient, certaines ont été acquises par le Louvre Abu Dhabi. Plusieurs des protagonistes inculpés, dont le propriétaire d'une galerie à Hambourg (Allemagne), Roben Dib, placé en détention provisoire, sont aussi impliqués dans la vente du sarcophage au Met Museum, selon un rapport de 2019 du bureau du procureur de Manhattan.

DIX ANS APRÈS "GANGNAM STYLE"

Le chanteur sud-coréen Psy "plus heureux que jamais"

Il y a dix ans, son clip farfelu "Gangnam Style" connaissait un succès planétaire, et sa fameuse danse à cheval était imitée par des millions de fans à travers le monde: aujourd'hui, le Sud-Coréen Psy vit sa meilleure vie, fier de son "plus grand trophée". Mis en ligne le 15 juillet 2012, le clip est devenu la première vidéo YouTube à atteindre un milliard de vues, propulsant soudainement le chanteur vers la célébrité mondiale. Au sommet de sa popularité, il était partout: sur scène avec Madonna, dirigeant une foule dansant devant la Tour Eiffel, ou encore se produisant devant Barack Obama, le président américain de l'époque.

Un succès à double tranchant, synonyme de pression pour égaler ce premier succès. Une période que Psy décrit comme l'une des plus difficiles de sa vie. Les choses sont devenues "plus lourdes et plus difficiles parce qu'à chaque fois, je (devais) avoir ce genre de tube", avoue Psy à l'AFP lors d'une interview fin mai au siège de sa société à Gangnam, le quartier chic de Séoul dont il se moque dans la chanson. "J'avais une énorme dépendance à cette chanson... Mais vous savez, c'était il y a dix ans, alors maintenant je suis vraiment libre", assure l'artiste. Au-delà de la carrière de Psy, le titre a fait évoluer l'industrie musicale en démontrant comment un artiste ne se produisant pas dans une langue dominante comme l'anglais pouvait atteindre un public international grâce à internet. Elle a égale-

ment transformé la façon d'établir les classements musicaux en amenant à prendre en compte les vues sur YouTube. Le rôle révolutionnaire de Psy et de "Gangnam Style" a été reconnu par certains des plus grands noms de la K-pop, très présents eux aussi sur la plateforme. "J'ai toujours été reconnaissant", a ainsi déclaré Suga, membre du très populaire groupe BTS, dans une vidéo le mois dernier. "Avec +Gangnam Style+, il a ouvert la voie à la K-pop aux États-Unis [...]. Nous avons pu suivre ses traces avec plus de facilité".

"UN DRÔLE DE DANSEUR"

Psy, dont le vrai nom est Park Jae-sang, était une superstar en Corée du Sud bien avant "Gangnam Style". Marqué par une vidéo du célèbre concert de Queen à Wembley en 1986 alors qu'il était au collège, il tient le groupe britannique comme sa première inspiration. "Je me suis dit: +Je veux être une tête d'affiche comme Freddie Mercury+", raconte le chanteur à l'AFP. "À ce moment-là, je n'étais pas si bon en musique, pas si bon chanteur... J'étais juste un drôle de danseur". Alors qu'il fréquente l'université aux États-Unis à la fin des années 1990, il est exposé à l'un des âges d'or du hip-hop, avec des artistes comme Tupac Shakur et The Notorious B.I.G. "J'entendais littéralement du hip-hop tous les jours à la radio", se souvient Psy. Apparu en 2001, il se fait rapidement un nom grâce à ses numéros scéniques humoristiques et explo-

sifs, et remporte plusieurs prix nationaux. Fait inhabituel pour une pop star coréenne, plusieurs de ses premières chansons ont été classées dans la catégorie "adulte" en raison du langage jugé grossier par la censure.

"MON ARME LA PLUS PUISSANTE"

Depuis le succès phénoménal de "Gangnam Style", Psy a sorti trois albums. Son dernier, "Psy 9th", a été publié en avril par PNATION, son label et agence d'artistes fondé en 2019.

Partageant son temps entre ses propres créations, ses concerts et le travail avec les groupes de P NATION, Psy est loin d'en avoir fini avec la musique. Et "Gangnam Style" reste une énorme source de fierté. "C'est le plus grand et le plus beau trophée de ma vie", affirme Psy à l'AFP. "Sur scène, c'est mon arme la plus puissante". Il l'a démontré lors d'un spectacle à l'Université de Corée à Séoul la semaine dernière, devant une foule survoltée qui a chanté chaque mot d'un set énergique comprenant des titres de son premier album, sorti il y a plus de deux décennies, comme de son tout dernier.

Le fait que la toute jeune génération connaisse les paroles de chansons dont certaines sont sorties avant leur naissance n'échappe pas à Psy. "Ces jours-ci, (je me dis): +Wow, mec, tu es très populaire. Ils t'aiment!+ Quelle chance j'ai en tant qu'artiste. Je suis plus heureux que jamais en ce moment".

Les courses en direct



**CAGNOTTE
AU QUINTÉ**

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 4 JUIN 2022 - PRIX : MECHKIA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Un quinté superbement conçu

Ils seront pas moins de seize bons galopeurs ce samedi 4 juin à l'hippodrome du Caroubier sous les ordres du starter à se disputer ce prix Mechkia réservé pour poulains et pouliches de trois ans et plus pur sang arabe né-élevé en Algérie, ne s'étant pas classé parmi les trois premiers d'une épreuve. Comme il s'agit de poulains et pouliches toujours au stade de débutants, l'épreuve s'annonce assez difficile à déchiffrer, à l'exception de nos pronostics. Il demeure toujours que des surprises ne sont pas à écarter.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. GHALIA.** Sa course d'entrée, n'a pas été à la hauteur, pas évident. À revoir.
- 2. AL DJAMRA.** Elle a été assez impressionnante lors de sa course d'entrée, elle peut récider. À suivre.
- 3. GHANI D'HEM.** Débute course d'entrée. Difficile à situer, mais il est bien monté.
- 4. PIBOUL ESSAHRA.** Septième lors de sa course d'entrée à Laghouat sur 10 partants. Outsider.
- 5. GHOUROUB.** Sixième lors de sa course d'entrée ici même au Caroubier. On ne peut le négliger. Méfiance.
- 6. GOLF D'HEM.** Débute course d'entrée. Peut être pour le choix du jockey. Méfiance.
- 7. GAID D'HEM.** Il peut faire partie des nombreux prétendants aux places. Outsider assez lointain.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
EH. HAMANI	1	GHALIA	O. CHEBBAH	55	4	MH. BENKHALIFA
AD. LAGRAA	2	AL DJAMRA (0)	M. BOUCHAMA	55	5	S. ATTALLAH
AM. BETTAHAR	3	GHANI D'HEM	S. BENYETOU	55	7	AL. FEGHOULI
M. BENAROUSSE	4	PIBOUL ESSAHRA	A. KOUAOUCI	55	10	PROPRIÉTAIRE
HARAS EL NASR	5	GHOUROUB	T. LAZREG	54	1	S. ROUANE
AM. BETTAHAR	6	GOLF D'HEM	K. RAHMOUNE	54	2	L. RAHMOUNE
AM. BETTAHAR	7	GAID D'HEM	H. RAACHE	54	14	L. RAHMOUNE
AH. FEGHOULI	8	MEKHAIAR EL MESK	K. HAOUA	54	11	YS. BADAOUI
AH. FEGHOULI	9	DJAWAHIR EL MESK	R. BELMORSLI	54	12	K. FEGHOULI
D. HAMANI	10	GHAFLA	R. BAGUIRA	54	3	MH. BENKHALIFA
BC. BENSAAAD	11	SOUHAYL	D. BOUBAKRI	53	16	PROPRIÉTAIRE
AM. BETTAHAR	12	GYNETTE D'HEM	CH. ATTALLAH	53	6	AEK. BOUBEKEUR
L. BOUDJEMAA	13	GHANEMOIR (0)	AH. CHAABI	53	13	B. SLIMI
AB. TEBIB	14	KAHLOUCHA	A. HAMIDI	53	9	MED HAMIDI
A. HADEF	15	SKANDAR	A. ATTIA	52	15	A. AIDA
AH. FEGHOULI	16	HEB EL MESK	HA. EL FERTAS	51	8	A. MIMI

8. MEKHAIAR EL MESK. Il a bien couru en dernier lieu sur les 1400 mètres. On peut lui faire confiance.

9. DJAWAHIR EL MESK. Cinquième lors de sa course d'entrée en dernier lieu. Peut faire mieux ici. À suivre.

10. GHAFLA. Débute en course. À revoir.

11. SOUHAYL. Quatrième lors de sa course d'entrée à Laghouat. Il mérite un crédit. Méfiance.

12. GYNETTE D'HEM. Débute en course. Elle n'a que la monte du jour à son avantage. Outsider assez séduisant.

13. GHANEMOIR. Tâche difficile.

14. KAHLOUCHA. Pas évident.

15. SKANDAR. Sixième en dernier lieu

à Laghouat avec la monte de Tooby Lazreg. Tâche délicate.

16. HEB EL MESK. Débute en course. Il reste difficile à situer.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

9. DJAWAHIR EL MESK - 8. MEKHAIAR EL MESK - 12. GYNETTE D'HEM - 2. AL DJAMRA - 5. GHOUROUB

LES CHANCES

6. GOLF D'HEM - 3. GHANI D'HEM

Démantèlement d'un réseau criminel de faux-monnayeurs à Ghardaïa

Un réseau criminel de faux-monnayeurs composé de six (6) individus a été démantelé par la brigade de recherche et d'investigation (BRI) à Ghardaïa et la saisie d'une somme de 610.000 DA de faux billets de 2.000 DA, a indiqué jeudi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Agissant sur la base d'informations faisant état qu'un réseau de faux-monnayeurs activait à Ghardaïa pour inonder le marché local de faux billets, les investigations de la BRI, ont permis d'identifier en premier lieu un des membres du réseau des faussaires qui se chargeait d'écouler les faux billets de coupures de 2.000 DA dans la région de Ghardaïa avant de l'arrêter en flagrant délit, a précisé le document. Les mêmes services de sécurité ont procédé également sur ordre du parquet à l'arrestation à tour de rôle les autres acolytes et la saisie d'une somme de 157.500 DA issue de ce trafic, de deux véhicules (touristique et utilitaire), d'une moto utilisés pour accomplir ce forfait ainsi que des téléphones portables et une bombe lacrymogène, a-t-on fait savoir. Les faussaires ont réussi à détruire le matériel utilisé pour l'impression des faux billets de banque par un incendie, a-t-on signalé. Poursuivis pour "constitution d'une association de malfaiteurs et falsification de billets de banque de la monnaie nationale, atteinte à l'économie, escroqueries et faux et usage de faux", les six membres de ces faussaires âgés entre 24 et 37 ans ont été placés en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet compétent afin d'identifier d'autres complices et leurs ramifications éventuelles, a-t-on conclu.

Variolo du singe : un premier cas signalé au Maroc

Un premier cas confirmé de variolo du singe a été enregistré au Maroc, a annoncé jeudi le ministère marocain de la Santé et de la Protection sociale. "Il s'agit d'un cas en provenance d'un pays européen", a indiqué le ministère dans un communiqué, sans préciser le nom de ce pays. L'état de santé du patient est "stable et ne suscite pas d'inquiétude", selon la même source, ajoutant qu'il se trouve sous surveillance médicale.

Arrestation de trois individus poursuivis dans plusieurs affaires à Alger

Les éléments de la 1ère sûreté urbaine de Bab Ezzouar relevant des services de sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté trois (3) individus poursuivis dans plusieurs affaires, a indiqué hier un communiqué de la direction générale de Sûreté nationale (DGSN). "Faisant suite à une plainte concernant le vol de téléphones portables, les mêmes services ont tracé un plan pour arrêter les auteurs", a précisé la même source. "Suite à des patrouilles, des éléments du secteur de compétence ont remarqué des suspects sur un motocycle. Après la fouille de ces deux individus, les éléments de sûreté les ont arrêtés, saisi le motocycle, 78.000 DA, et un morceau de



drogue", a ajouté la même source. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent. Par ailleurs, la sûreté de la circonscription administrative

de Bir Mourad Rais relevant des services de sûreté de la wilaya d'Alger en coordination avec la Commission mixte locale de contrôle des activités commerciales, et suite à une sortie à des centres de remise en forme, il a

été établi qu'un centre exerçait une activité contraire au moeurs portant atteinte à la pudeur, sous couvert de soins physiques. L'opération s'est déroulée sous la supervision permanente du parquet territorialement compétent, selon la même source précisant que l'opération s'est soldée par l'arrestation de 11 individus dont 8 femmes. Les éléments de sûreté ont saisi 202.000 DA et 8 téléphones portables, a ajouté la même source. Après parachèvement des procédures légales, les suspects ont été déférés devant le parquet territorialement compétent pour création d'un lieu de débauche sous couvert de "centre de remise en forme".

23 morts et 460 blessés sur les routes en une semaine

Vingt trois (23) personnes ont trouvé la mort et 460 autres ont été blessées dans 397 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 24 au 30 mai, a indiqué, jeudi, un communiqué des mêmes services. Le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-44) et de blessés (-57), contre une hausse du nombre de décès (+07), ajoute le document. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (96%), selon la même source qui cite notamment le non respect du code de la route et de la distance de sécurité, l'excès de vitesse et l'état des véhicules. Dans ce cadre, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle à nouveau les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant, rappelant le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24.

L'homme qui avait tenté de tuer Ronald Reagan sera libéré sans condition à la mi-juin

Un juge fédéral a accepté la demande de libération sans condition de John Hinckley Jr, l'homme qui avait tenté de tuer le président américain Ronald Reagan en 1981 pour impressionner l'actrice Jodie Foster, six ans après sa sortie de l'hôpital psychiatrique. Le tribunal a jugé qu'après des décennies de soins et de suivi psychologique, Hinckley ne présentait plus une menace pour la société et qu'il pourrait être libéré de tout contrôle judiciaire à partir du 15 juin. Hinckley, aujourd'hui âgé de 67 ans, avait tiré sur le président américain à la sortie de l'hôtel Hilton de Washington le 30 mars 1981. Il avait déclaré vouloir impressionner l'actrice Jodie Foster, qu'il avait vue dans le film "Taxi Driver". Il avait été déclaré pénalement irresponsable par la justice. L'une de ses balles avait ricoché



sur la limousine présidentielle blindée et avait touché Ronald Reagan à la poitrine, passant tout près du coeur. Trois autres personnes avaient été blessées, dont James Brady, alors porte-parole de la Maison Blanche, qui était resté partiellement paralysé et avec des problèmes d'élocution. Après plus de 30 ans d'internement dans un hôpital psychiatrique, John

Hinckley Jr avait été libéré en 2016 et autorisé à aller vivre chez sa mère nonagénaire, dans un quartier résidentiel sécurisé de la petite ville historique de Williamsburg, à 240 kilomètres au sud de Washington. Les règles de son contrôle judiciaire étaient strictes: il devait notamment signaler tout déplacement (avec routes empruntées, horaires et éven-

tuels contretemps), suivre régulièrement des soins médicaux en cabinet ou par téléphone et tenir un journal de ses activités quotidiennes. Il avait aussi l'interdiction absolue de contacter directement ou indirectement Jodie Foster et ses proches, les descendants de Ronald Reagan, ou l'entourage d'autres personnes affectées citées explicitement par le juge. Selon des documents judiciaires son état mental est désormais "stable". "S'il n'avait pas essayé de tuer un président, on lui aurait accordé une liberté totale il y a bien, bien longtemps", avait estimé en septembre le juge Paul Friedman.

Etats-Unis : un chirurgien a greffé un implant d'oreille imprimé à partir de cellules

Une équipe médicale américaine a annoncé jeudi avoir pour la première fois greffé un implant d'oreille humaine créé à partir des cellules de la patiente soignée et à l'aide d'une imprimante 3D, une procédure qui doit pouvoir aider les personnes souffrant d'une rare malformation à la naissance. Cette opération a été réalisée dans le cadre d'un essai clinique destiné à évaluer la sûreté et l'efficacité d'un tel implant pour les personnes atteintes de microtie, dont l'oreille externe ne s'est pas développée correctement. AuriNovo, le nom de l'implant, a été développé par l'entreprise 3DBio Therapeutics, et l'opération réalisée par Arturo Bonilla, fondateur d'un institut spécialisé dans le traitement de cette malformation, à San Antonio, au Texas. "En tant que médecin ayant traité des milliers d'enfants atteints de microtie à travers le pays et le monde, je suis enthousiasmé par cette technologie et ce qu'elle pourrait signifier pour les patients et leurs familles", a déclaré le chirurgien, cité dans un communiqué de la compagnie.

MISE AUX POINGS

«L'Algérie a œuvré à la promotion de la justice sociale en éradiquant les disparités sociales à travers l'investissement dans des projets audacieux pour améliorer le niveau de développement des régions qui nécessitent un soutien particulier»

Le Premier ministre, Aïmene Bèabderrahmane à la réunion internationale de haut niveau sur l'environnement "Stockholm+50"



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eur1 Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 17 km/h
Humidité : 61 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 10 km/h
Humidité : 73 %

Dohr : 12h47
Assar : 16h38
Maghreb : 20h06
Îcha : 21h46

Dimanche
5 dou el qaâda
Sobh : 03h40
Chourouk : 05h30

SIÈGE DE L'AGENCE AFRICAINE DU MÉDICAMENT

L'Algérie en concurrence avec le Rwanda

La candidature de l'Algérie pour abriter le siège de l'Agence africaine du médicament (AMA) arrive avec celle du Rwanda parmi les deux premières du classement, a annoncé hier un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Les conclusions du rapport des travaux de la Première Conférence des Etats Parties au Traité portant création de l'Agence africaine du médicament (AMA), tenus du 1er au 3 juin à Addis-Abeba, font ressortir que la candidature de l'Algérie arrive avec celle du Rwanda parmi les deux premières du classement, a annoncé le ministère, précisant que l'Algérie dépasse ainsi dans le classement la Tunisie, le Maroc, le Zimbabwe, l'Ouganda, la Tanzanie et l'Egypte.

Le siège de l'Agence Africaine du Médicament (AMA) sera déterminé en juillet prochain, lors du Conseil exécutif réunissant les ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA). Le Conseil exécutif de l'UA devra porter son choix sur une short-list des meilleures candidatures en application des recommandations de la Conférence des Etats parties.



Les travaux de cette rencontre ont été consacrés à l'adoption du règlement intérieur de l'Agence Africaine du médicament et à l'examen des rapports des missions d'évaluation effectuées dans les huit pays africains candidats pour abriter le siège de cette importante Agence continentale, explique la même source.

"Forte de ses ressources institutionnelles, règlementaires et humaines et du développement sans précédent de son industrie pharmaceutique, mais aussi des garanties offertes à l'AMA, en application des instructions et du programme du pré-

sident de la République, la candidature de l'Algérie apparaît désormais comme favorite pour accueillir le siège de cette Agence", souligne le communiqué.

Conduite par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, et assistée par la représentation diplomatique algérienne à Addis-Abeba, la délégation algérienne, s'est félicitée de la conclusion des travaux tout en réaffirmant l'importance stratégique de cette agence dans le renforcement des capacités des Etats parties et la mutualisation des ressources et expertises africaines pour le développement de la production pharmaceutique à même d'assurer la souveraineté sanitaire du continent, ajoute le communiqué.

APS

CORONAVIRUS

7 nouveaux cas et aucun décès ces dernières 24h en Algérie

Sept nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et une guérison ont été enregistrés, tandis qu'aucun cas de décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 265 896, celui des décès demeure inchangé (6875), alors que le nombre total des patients guéris passe à 178 419 cas. Par ailleurs, un seul patient est actuellement en soins intensifs, précise la même source, relevant que 45 wilayas n'ont recensé aucun cas, alors que trois wilayas ont enregistré 1 à 9 cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

R. S.

SOUS-RIRE

Droits de l'enfant
Palestine, Sahara occidental, Yémen...
l'enfant est broyé par la guerre



BE/KAE/2022

VARIOLE DU SINGE

Premier cas chez le « voisin » de l'Ouest

Le Maroc a enregistré son premier cas positif de Variole du Singe connu sous le nom de « Monkeypox », a annoncé jeudi le ministère marocain de la Santé dans un communiqué. Les autorités sanitaires ont déclaré que le cas avait été importé d'un pays européen et qu'il a été suivi dans le cadre du protocole élaboré depuis le lancement de l'alerte sanitaire mondiale. Selon des sources médiatiques locales, ce premier cas a été détecté à Casablanca, la plus grande ville du Maroc. Il s'agit d'un homme de nationalité marocaine arrivé au pays en provenance de France. Le Maroc est ainsi le premier pays du Maghreb, à ce jour, à faire état publiquement d'un cas confirmé de cette maladie infectieuse, causée par un virus transmis à l'homme par des animaux infectés.

En France, le nombre de contaminations à la maladie est passé mercredi dernier à 33 cas. Sur ce total, vingt-quatre cas ont été rapportés en Ile-de-France, deux en Auvergne-Rhône-Alpes, un dans les Hauts-de-France, un en Centre-Val de Loire, quatre en Occitanie et un en Normandie, selon les chiffres de Santé publique France (SPF).

Ania Nch

YEMEN

L'Algérie salue l'accord de la trêve

L'Algérie a salué, hier, l'accord auquel sont parvenus le Gouvernement yéménite et les Houthis pour la reconduction de la trêve humanitaire pour deux mois supplémentaires, appelant toutes les parties à poursuivre le dialogue pour parvenir à une trêve permanente conduisant à une solution durable dans le pays. L'Algérie "appelle toutes les parties à poursuivre le dialogue pour parvenir à une trêve permanente conduisant à une solution durable", saluant le maintien du cessez-le-feu, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. L'Algérie "réitère son soutien à tous les efforts visant à parvenir à un règlement pacifique de la crise garantissant au peuple yéménite frère et à la région, la sécurité, la paix et la stabilité, et contribuant à resserrer les rangs des pays arabes face aux défis existentiels que pose la situation actuelle", a ajouté la même source.

L'émissaire de l'ONU au Yémen, Hans Grundberg, avait annoncé, jeudi, que les parties ont accepté de renouveler la trêve (en vigueur depuis le 2 avril) pour deux mois supplémentaires, précisant que l'ONU avait reçu des signes "positifs" des belligérants sur sa proposition de reconduction de la trêve au Yémen.

R. N.